

77 | MELUN-VAL-DE-SEINE Les étudiants signataires s'engagent à s'installer pendant cinq ans dans l'agglomération à l'issue de leurs études. Les premiers arriveront en 2028.

## Des médecins demain contre 600 € par mois aujourd'hui

Sébastien Blondé

**ÉTUDIANT** en cinquième année de médecine à l'Université de Paris-Est Créteil (Upéc), Ilyès Boudiaf juge cette aide « indispensable », notamment pour payer le loyer de sa colocation ou encore les courses du mois. Un complément nécessaire à son salaire d'externe, qui permet tout simplement à ce jeune homme de 26 ans de vivre loin de ses parents installés en Espagne.

Avec lui, ils étaient cinq étudiants en médecine à signer, samedi matin, une convention avec la communauté d'agglomération Melun-Val-de-Seine (CAMVS). Un dispositif gagnant-gagnant lancé en 2021 dont bénéficié déjà treize étudiants, et dont l'objectif est de lutter contre la désertification médicale qui touche le département de Seine-et-Marne : pendant cinq ans, la CAMVS versera 600 € par mois, sur dix mois, à ces jeunes qui en contrepartie, s'engagent à s'installer durant cinq ans sur le territoire, à l'issue de leur parcours universitaire. « C'est une aubaine pour moi, explique Ilyès Boudiaf. Sans cela, je ne pourrais pas continuer. »

### Une population « en moins bonne santé »

Comme lui, Adlen Slimani ne pourrait pas s'en sortir non plus. À 21 ans, le garçon a bien tenté d'avoir un petit boulot. Mais les études de médecine

Signature des contrats de la nouvelle promotion des ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

SIGNATURE DES CONTRATS D'INDEMNITÉS DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE  
Samedi 14 décembre 2024



SEBASTIEN BLONDE

Dammartin-les-Lys, samedi. Ils étaient cinq étudiants en médecine à signer la convention, comme Adlen Slimani, ici à côté de Franck Vernin, président de l'intercommunalité. « On n'a pas le temps de travailler à côté », assure le jeune homme en troisième année à l'université Paris-VI.

sont trop prenantes. « On n'a pas le temps de travailler à côté », assure le jeune homme originaire du Mée-sur-Seine, qui se voit bien s'installer dans sa ville. Il rêve de devenir chirurgien et de partir à l'étranger une fois qu'il aura rendu ce qu'il doit désormais à la CAMVS. Pour le moment, en troisième année à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), il vit chez ses parents mais

envisage de prendre un appartement parisien pour assister à des chirurgies de bon matin. Les 600 € mensuels ne seront donc certainement pas de trop pour payer le loyer. Les premières installations des étudiants signataires d'un contrat d'engagement avec la CAMVS sont attendues pour 2028. Raphaëlle Neyrolles-Justine sera l'une d'eux. « Cela aide à vivre convena-

blement », reconnaît cette habitante d'Yerres (Essonne), ancienne infirmière ayant repris ses études et maman de deux jeunes enfants. Grâce au dispositif, elle a pu faire face, avec son mari, à ce salaire en moins.

La CAMVS n'est pas l'intercommunalité la moins bien lotie du département en matière de désertification médicale. La densité de la population des médecins généralistes libéraux y est de 18,9 pour 10 000 habitants, soit 1,5 fois plus qu'en Seine-et-Marne. Mais d'après une étude des services du conseil départemental, elle possède également une population a priori en moins bonne santé. Quant à l'âge des médecins, il est en revanche similaire à la moyenne départementale, avec 17 % de médecins de moins de 40 ans et 37 % de plus de 60 ans.

### La « garantie » de voir arriver des professionnels

Pour Benoît Fraslin, le directeur du Groupe hospitalier sud Ile-de-France (GHISF), l'initiative de la CAMVS est « un élément d'attractivité important. Cela donne une vraie capacité pour essayer de les attirer », dit-il à propos de ces jeunes soignants pour lesquels son établissement coor-

donne déjà l'accueil d'internes en ville et à l'hôpital. « Cela dispositif donne la garantie d'avoir, dans quatre ans, deux à trois médecins qui arrivent chaque année sur le territoire. C'est plutôt pas mal. Cela donne une vraie perspective. »

« C'est une très bonne initiative pour attirer l'attractivité du territoire, apprécie à son tour Émilie Couderc, la secrétaire adjointe de l'Ordre des médecins de Seine-et-Marne. » Avec 5,9 médecins pour 100 000 habitants, elle confirme la place de la Seine-et-Marne comme dernier département métropolitain en termes d'accès aux soins.

Compenser le déficit d'image pour attirer de nouveaux et jeunes médecins, c'est l'objectif que s'est fixé le conseil départemental. « Pour les jeunes médecins, la Seine-et-Marne n'est ni en région parisienne, ni en province. Elle n'est nulle part. On passe sous les radars, constate Anne Gbiorczyk, conseillère départementale en charge de l'enfance, de la famille et de la présence médicale. La situation est dramatique partout dans le département, mais on a appris à travailler tous ensemble et maintenant, notre objectif est de faire savoir qu'on est ensemble pour accueillir et accompagner les médecins. »

## Faits divers

### Tentative d'homicide à l'Almont

**MELUN** | Avertissement sur fond de trafic de drogue ? Trois coups de feu ont retenti dans le quartier de l'Almont, situé dans le nord de Melun, vendredi vers 22 heures. Alors qu'un homme était assis à la place du passager avant, dans une Fiat 500 stationnée à hauteur du centre commercial, boulevard de l'Almont, deux hommes ont surgi, selon plusieurs témoignages. L'un d'eux a ouvert la portière du côté passager tandis que l'autre a tiré à trois reprises avec une arme à feu en direction de sa cuisse droite. Puis, laissant sa victime à ses souffrances, le duo a pris la fuite. Âgé de 25 ans, l'homme grièvement blessé a réussi à s'extraire du véhicule avant de tomber en syncope sur le sol, se vidant de son sang. Les secours sont intervenus rapidement et l'ont transporté à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris.

Le pronostic vital de la victime était alors engagé. Aussitôt les polices municipale et nationale ont ratisé le secteur à la recherche des agresseurs. En vain. Des douilles de pistolet ont été retrouvées à proximité des faits. Une enquête a été ouverte par la police judiciaire.

S.B.

**Erratum.** Contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans notre article intitulé « Quand les lycées et les collèges sont boudés par les remplaçants », paru jeudi 12 décembre, le président de la fédération des conseils de parents d'élèves de Seine-et-Marne (FCPE 77) est Kamal Saïdi et non Bruno Lohy, son prédecesseur, administrateur départemental.

Le Parisien

RENDEZ-VOUS DU 16 AU 21 DÉCEMBRE SUR LE STAND LE PARISIEN  
AU SEIN DE VOTRE MAGASIN INTERMARCHÉ SUPER.

DE NOMBREUX AVANTAGES ET SURPRISES VOUS Y ATTENDENT...

Intermarché  
SUPER

27 ROUTE DE MONTEREAU  
77000 VAUX-LE-PENIL

